

3^e MANDAT

Le «ni oui, ni non» de Bouteflika

Le président de la République poursuit de tair son ambition à briguer un autre mandat. A l'agence britannique Reuters à laquelle il a consenti un entretien mercredi, il a confié qu'il se préoccupe plus de finir correctement son mandat en cours. Voit-il son ambition contrariée ? Auquel cas, par qui ?

Sofiane Aït Iflis - Alger (Le Soir) - La grande sérénade autour du troisième mandat pour le président de la République, entonnée depuis plusieurs mois par des entités politiques bien connues et des fragments associatifs, s'est, depuis quelque temps, subitement tue, libérant du coup la conjecture à propos de l'intention véritable de Bouteflika. Et plutôt que d'en commettre une précision, le président, se confiant à l'agence britannique Reuters, ajoute une couche à l'épaisseur du doute entourant sa candidature à une magistrature supplémentaire. «Pour l'instant, il s'agit pour moi d'achever correctement mon deuxième mandat en espérant atteindre tous les objectifs que je m'étais fixés et qui faisaient l'objet de mon programme électoral», a-t-il, en effet, rétorqué à une question relative à l'éventualité de le voir briguer un troisième mandat, ajoutant que

«des organisations ou des partis politiques se préoccupent déjà de la prochaine élection présidentielle, je n'y vois que la manifestation de l'intérêt que notre population et la classe politique apportent à la vie politique et au devenir de notre pays. C'est une preuve de maturité politique dont je ne peux que me réjouir». En s'exprimant ainsi, le président Bouteflika adopte l'attitude de quelqu'un qui ne peut rester indifférent à tant de sollicitations et qui, donc, y manifeste tout bonnement sa gratitude mais qui, en même temps, suggère qu'il lui est malaisé de dire de suite oui. Bien entendu, cela ne se comprend pas forcément comme un sevrage totalement consommé d'avec son rêve de renouveler son bail pour le palais d'El Mouradia. En politique, rien n'est définitif. Des rééquilibres peuvent intervenir d'ici à échéance. Ce n'est pas exclu. Tout dépendra de l'intensité des vents

contraire qui semblent souffler sur sa projection à réviser la Constitution et son ambition à briguer un troisième mandat. D'ailleurs, il n'a du tout pas évoqué la révision de la Constitution, même pas à travers une allusion aux réformes des institutions de l'Etat. Il affirme qu'il se consacrera à «achever correctement» son deuxième mandat, chérissant l'espoir d'atteindre les objectifs qu'il s'était fixés et qui faisaient l'objet de son programme électoral. Faut-il ici souligner que la révision constitutionnelle n'a pas été consignée comme un axe de son programme électoral. Par ailleurs, il est pour le moins inhabituel de lire le président Bouteflika ainsi s'exprimer, lui, qui, auparavant, affectionnait particulièrement dessiner des perspectives plus larges. Cela noté, cette expression de modestie, politique s'entend, n'aurait nulle relation avec l'état de santé du président, objet encore de quelques supputations. Bouteflika précise bien qu'il se porte bien. «Tout le monde sait que j'ai été malade et que j'ai dû suivre une convalescence sérieuse. Mais maintenant, j'ai repris mes activités normales et je ne pense pas que mon état

de santé doit encore susciter des commentaires ou des supputations plus ou moins fantaisistes.»

Armée et institutions politiques

Le président de la République a, par ailleurs, affirmé que l'Armée nationale populaire (ANP) «a joué un rôle très important dans la vie de notre pays tout en respectant le cadre qui lui a été fixé par la Constitution». Il a soutenu, aussi que ce rôle «décroît en importance à mesure que les institutions politiques du pays se renforcent et gagnent en efficacité pour prendre entièrement en charge leurs responsabilités». Plus clairement, l'armée ne s'est pas totalement désengagée des institutions politiques du pays. «L'armée est ainsi appelée à devenir une armée professionnelle, comme cela a déjà commencé à se faire, conformément aux orientations de notre politique», a affirmé Bouteflika. Le président de la République a, en outre, infirmé que la commission d'enquête onusienne sur les attentats du 11 décembre 2007 procédait d'une intention à redonner vie au fameux «qui tue qui ?». «La

commission d'enquête décidée par l'ONU a pour mission d'examiner la question de la sécurité des personnels de cette organisation à travers le monde et d'avancer des recommandations nécessaires», a-t-il dit, faisant remarquer que «le qui tue qui ? est intervenu à un moment ou cette lutte (contre le terrorisme, ndr) n'était pas très bien connue à l'étranger et ou certains voulaient l'entourer de confusion quant à la responsabilité, pourtant évidente, des méfaits du terrorisme». Le président Bouteflika a aussi saisi l'occasion pour dire que la torture n'est pas pratiquée en Algérie. «Il en est de même des informations concernant la torture. Si elle devait se manifester chez nous comme ailleurs dans le monde, il ne fait pas de doute qu'elle ferait l'objet de notre part de mesures de la plus grande sévérité.»

Le terrorisme est vaincu

Le président Bouteflika a affirmé que le terrorisme est vaincu malgré ses manifestations sporadiques. Il a surtout indiqué que l'intégrisme n'est pas partagé par l'immense majorité des Algériens.

«L'intégrisme, qui a animé le terrorisme, n'est partagé que par les terroristes eux-mêmes.» Parlant des derniers attentats à Alger, le président Bouteflika a déclaré que «ce ne sont que la manifestation du désarroi et du désespoir d'un terrorisme qui tente de prouver encore sa présence et sa nocivité». Il a estimé qu'une «telle situation ne devrait pas affecter une claire vision de la politique extérieure d'un pays et la continuité de son exécution».

La réouverture des frontières avec le Maroc envisageable

Le président Bouteflika a soutenu que la réouverture des frontières avec le Maroc est envisageable mais soumise à conditions. Cette réouverture, a-t-il estimé, est liée aux conditions qui ont présidé à sa fermeture. Selon lui, elle interviendra «lorsque seront levés tous les obstacles qui l'empêchent actuellement». A propos de la question du Sahara occidental, le président Bouteflika a affirmé que «la décolonisation du Sahara occidental n'est pas un casus belli entre l'Algérie et le Maroc».

S. A. I.

SOMMET EUROPÉEN DE BRUXELLES

L'Union méditerranéenne intègre le processus de Barcelone

L'Union méditerranéenne, cette grande idée de Nicolas Sarkozy, a bel et bien été enterrée à Bruxelles lors du sommet des chefs d'Etat et de gouvernement européens, réunis en rencontre ordinaire dans la capitale belgo-européenne.

Du siège du Conseil européen à Bruxelles, Aziz Mokhtari

Le président français s'est vu signifier une ferme fin de non-recevoir de son offre par les autres décideurs de l'Union européenne. Les déclarations de José Manuel Barroso, président de la Commission, celles de Hans Pottinger, président du Parlement, ne laissent planer aucun doute là dessus.

Bien avant l'ouverture du sommet d'hier et d'avant-hier, tout le monde savait et était informé que les principales capitales des grandes puissances de l'UE, Berlin, Londres, Madrid, Rome, Bruxelles, étaient farouchement opposées à ce que la France cavale seule, en dehors des institutions de l'Union, le projet d'Union méditerranéenne.

La chancelière allemande, Angela Merkel, ayant même brandi la menace, il y a quelques mois,

d'initier une union entre son pays et les pays de l'ex-URSS, de l'ex-Yougoslavie ainsi qu'avec d'anciens satellites de Moscou (Pologne, Roumanie, République tchèque et Slovaquie, Roumanie), si le président français persistait dans son entêtement.

L'Europe n'a pas eu besoin d'en arriver là, pourtant, très vite, les ambitions méditerranéennes de la France ont tout d'abord été revues à la baisse puis franchement intégrées dans les traités — européens — déjà existants.

Lors de son point de presse, tenu à l'issue du sommet bruxellois, le président français a certes voulu sauver la face mais les nombreux

journalistes présents n'ont pas été dupes. En concluant noir sur blanc que «l'Union méditerranéenne» était amenée à «compléter le processus de Barcelone», les décideurs de l'UE tiennent à maintenir le cap de ce qui a été entrepris par la construction européenne. Il est hors de question pour eux de laisser Paris initier un si ambitieux projet en dehors de l'espace européen.

En intégrant le projet élyséen dans le cadre du traité de Barcelone, Bruxelles, en définitive, ne fait que rappeler à la France ses engagements au sein de l'Europe.

La présidence française de l'Union européenne, qui commence-

ra le 1^{er} juillet prochain, aura la lourde responsabilité de faire avaler cette immense coulèuvre aux citoyens français. Faire passer un changement de cap stratégique pour une victoire de la diplomatie française. C'est à Bernard Kouchner, ministre des Affaires étrangères, qu'a été dévolue cette tâche ingrate.

N. Sarkozy l'a désigné, hier, à Bruxelles pour organiser, ensuite gérer cette immense supercherie.

Les autres pays européens ont, pour ce qui les concerne, déjà tourné la page de l'Union méditerranéenne en mettant en exergue le processus de Barcelone.

A. M.

SON P-DG VIENT DE SÉJOURNER À ALGER

Euronews s'«arabise»

Dans la perspective de la mise en place de sa politique de rapprochement de la rive sud de la Méditerranée, notamment par le projet de l'Union méditerranéenne du président français Nicolas Sarkozy, l'Union européenne se dote de son outil d'information. Il s'agit de la version arabe de la chaîne télévisée Euronews, qui sera lancée le 12 juillet 2008, précisément à la veille de la tenue sur le territoire français du sommet de l'Union méditerranéenne qui réunira les chefs d'Etats et gouvernements riverains de la Méditerranée, le 14 juillet, pour définir ensemble cette union.

Rosa Mansouri - Alger (Le Soir) - Ainsi, le financement de la version arabe d'Euronews sera exclusivement assuré par la Commission européenne. C'est ce qu'a déclaré jeudi dernier le président-directeur général de cette chaî-

ne internationale M. Philippe Cayla, à l'occasion d'une conférence de presse organisée au siège de la télévision algérienne. Euronews n'a, certes, pas l'ambition de faire de la concurrence aux chaînes arabes diffusées sur satellites, à l'exemple

d'Al-Jazeera, et El-Arabia, mais a bien l'intention de devancer la télévision américaine CNN et l'anglaise BBC World. Euronews, version arabe serait, autrement dit, la force médiatique de l'Union européenne. Quoique son président atteste, d'ores et déjà de la neutralité de la ligne éditoriale de la chaîne, qui selon lui, «se contentera de la diffusion de l'information, sans pour autant verser dans le commentaire».

«Les actionnaires de la télévision auront tout un droit de regard sur les programmes. C'est à eux, avec la rédaction de définir la ligne éditoriale, qui sera celle de tous les téléspectateurs européens», dit-il, précisant à l'occasion que la télévision

algérienne est actionnaire d'Euronews, à hauteur de 0,33%, à côté de la RTT tunisienne et la RTU égyptienne. «Nos actions seront ouvertes, par ailleurs, à tous les pays du monde arabe, du Maghreb spécifiquement», fait-il savoir. Conquérir les téléspectateurs arabes, c'est en effet une ambition immédiate, mais la vision futuriste d'Euronews est d'élargir sa gamme à 16 langues étrangères, notamment le russe, l'allemand, l'italien, le portugais et bien d'autres.

Interrogé sur une éventuelle ouverture d'un bureau régional de la chaîne en Algérie, M. Cayla a souligné que la priorité, pour le moment et vu l'actualité, est de s'installer

dans un pays du Moyen-Orient. La proximité de l'Algérie et de la France fait que les journalistes d'Euronews auront la possibilité de se déplacer, à chaque fois que c'est nécessaire, a-t-il expliqué. En préparation du lancement de la chaîne, l'invité de la télévision algérienne a déclaré qu'un concours a été lancé pour le recrutement d'une vingtaine de journalistes.

Espérant que sa visite à la télévision algérienne ne serait pas une occasion de draguer les quelques compétences recelées par celle-ci et qui ne sont pas encore convoitées par les chaînes télévisées des pays du Golf.

R. M.